



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
**N° 147 – 1<sup>er</sup> trimestre 2011**

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

# Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>11</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	13
<i>Les placements des ménages</i>	15
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	15
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>16</b>
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	16
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	17
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	18
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
6.1 <i>Taux réglementés</i>	21
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	21
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	21
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	21
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	22
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	22

## 1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment.

Cette réforme permet, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et d'avoir ainsi une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

## 2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

## 3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

## 4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à SURFI : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

## 5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBLSM.

## 6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

**En raison du passage à SURFI, les nouvelles séries historiques publiées (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) s'écartent légèrement des séries publiées dans les précédentes éditions.**

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros.

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit.

Enfin, le reclassement des ISBLSM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

# 1. Synthèse

## Synthèse internationale

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie en début d'année, dans le sillage de la croissance rapide des pays émergents. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences, tensions inflationnistes et resserrements monétaires, risquent de peser sur la reprise actuelle.

Au premier trimestre, la croissance américaine s'est ralentie, à 0,4 %, après trois trimestres consécutifs de progression, malgré une politique économique demeurant très expansionniste. Les conditions du marché du travail s'améliorent et la situation financière des entreprises s'est redressée, mais le désendettement des ménages n'est pas achevé et le secteur immobilier est toujours sinistré.

En Asie, la situation économique du Japon reste incertaine après le séisme du 11 mars 2011. Le PIB a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre une politique macroéconomique accommodante et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche au premier trimestre 2011 un rythme de croissance du PIB de 8,4 %, plus modéré qu'en 2010, sous l'effet du resserrement monétaire et du contexte international moins porteur.

La reprise s'est confirmée dans la zone euro au cours du premier trimestre, mais reste fragilisée par la crise de la dette souveraine. La croissance du PIB, à 0,8 %, a plus que doublé par rapport au trimestre précédent. La reprise reste contrastée d'un pays à l'autre. Les conditions économiques, satisfaisantes notamment en Allemagne et en France, se sont détériorées dans les pays périphériques, particulièrement en Espagne et en Italie.

Le 11 mars, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé de renforcer le Fonds européen de stabilisation (FESF) -dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés économiques- à 440 milliards d'euros. D'autres mesures, dont les aspects techniques seront précisés ultérieurement, ont également été annoncées à cette date (principe d'un « Pacte pour l'euro », augmentation à 500 milliards d'euros du montant des prêts pouvant être accordés par le mécanisme européen de stabilité (MES), qui remplacera le FESF en 2013, allongement de la durée des prêts octroyés à la Grèce et réduction des taux d'intérêts y afférents). Le Portugal, le troisième pays à bénéficier d'un soutien financier après la Grèce et l'Irlande, s'est vu accorder en mai une nouvelle aide financière de 78 milliards d'euros.

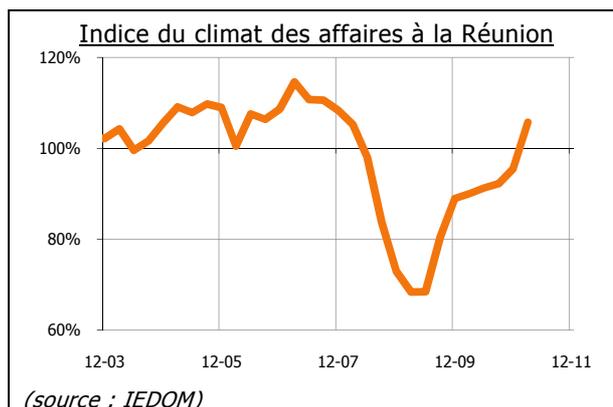
L'envolée du cours des matières premières et des prix alimentaires s'est poursuivie, alimentée par les tensions dans les pays arabes, la reprise économique mondiale et un niveau élevé de la demande dans les pays émergents. Ainsi, le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record en avril 2011 dépassant la barre des

120 dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2010. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise.

Dans ce contexte, qui ravive la hausse de l'inflation dans la zone euro (2,6 % en mars 2011, alors que l'objectif de la BCE est de « maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de, 2 % à moyen terme »), la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur, qu'elle avait maintenu depuis deux ans à un niveau historiquement bas de 1 %, pour le porter à 1,25 %. Cette décision pourrait marquer le début d'un cycle de resserrement monétaire. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le contraste entre la Réserve fédérale, qui conserve une politique monétaire accommodante et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours du premier trimestre. La parité EUR/USD est ainsi passée de 1,32 en décembre 2010 à 1,40 en moyenne en mars 2011.

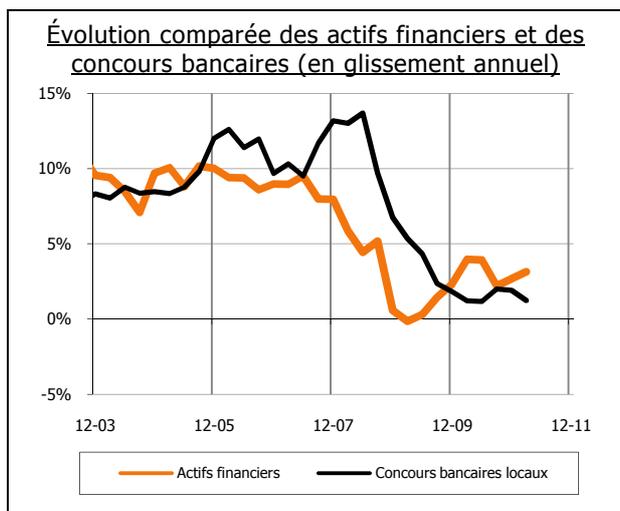
## Une situation financière qui demeure toujours atone en début d'année 2011

L'indicateur du climat des affaires s'améliore nettement au premier trimestre 2011. Il accélère et gagne 10,2 points par rapport au trimestre précédent, s'établissant ainsi à 105,7 pts. Il se situe, pour la première fois depuis le premier trimestre 2008, au-dessus de sa moyenne de longue période (100).



L'activité du système bancaire demeure par contre un peu moins bien orientée à l'issue du premier trimestre 2011 ; le redressement des marchés de la collecte et du crédit au quatrième trimestre 2010 ne s'est pas confirmé. Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises et des ménages se stabilisent début 2011, qu'il s'agisse du nombre de dossiers de surendettement ou bien du nombre d'effets impayés. Ce constat est confirmé par l'enquête de conjoncture auprès des établissements de crédit,

qui montre un redressement des soldes d'opinion des dirigeants interrogés même si ceux concernant l'évolution de la rentabilité et la tendance du coût du risque sont à peine positifs.



## La collecte de ressources peine à redémarrer ...

Après avoir stagné au cours des trois premiers trimestres de l'année 2010, la collecte de ressources avait enregistré une progression sensible au quatrième trimestre 2010 (+ 203 millions d'euros, soit + 1,9 %). Elle est redevenue atone au premier trimestre 2011 (+ 6 millions d'euros sur trois mois, soit + 0,1 %). L'épargne totale collectée par le système bancaire local s'établit ainsi à 10,8 milliards d'euros à fin mars 2011. En glissement annuel sur douze mois, elle progresse de + 3,0 %.

Comme chaque début d'année, les dépôts à vue ont enregistré une légère diminution d'encours entre décembre 2010 et mars 2011 (- 61 millions d'euros soit - 1,8 %), qui touche à la fois la clientèle des entreprises (- 4,4 %) et des ménages (- 1,4 %). Cette baisse conjoncturelle fait suite à la forte hausse de ces placements chaque fin d'année. Les dépôts à vue représentent 31,7 % des placements totaux des agents économiques réunionnais (54,3 % des placements des sociétés non financières mais 23,6 % seulement des placements des ménages). Sur douze mois, les dépôts à vue s'inscrivent en hausse de + 7,3 %.

Les autres formes de placements s'inscrivent globalement en hausse au premier trimestre 2011. Les placements sous forme de comptes d'épargne à régime spécial, qui représentent 21,9 % des placements totaux, enregistrent une croissance de leurs encours de + 2,4 % au premier trimestre (+ 56 millions d'euros), grâce notamment aux livrets A (+ 3,9 %) et aux livrets ordinaires (+ 3,0 %). Ces placements sont majoritairement détenus par les ménages (à 97 %).

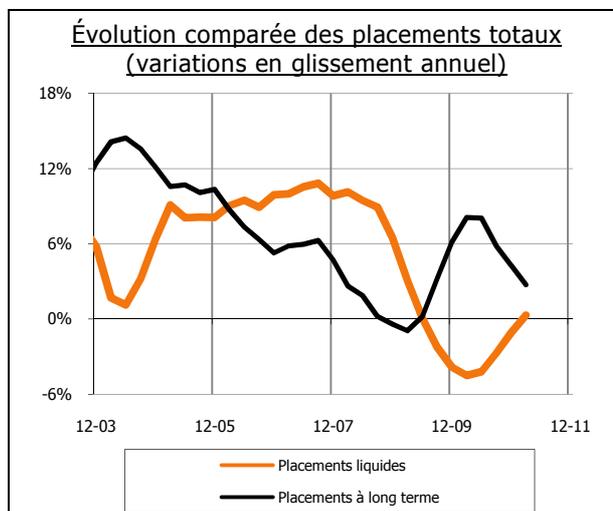
L'épargne à long terme (31,4 % du total des placements) enregistre pour sa part une hausse de

+ 0,8 % sur le premier trimestre (+ 31 millions d'euros). Cette progression s'explique intégralement par les placements sous forme de produits d'assurance-vie, qui progressent de + 2,1 %, puisque tous les autres produits à long terme diminuent légèrement. Comme pour les comptes d'épargne à régime spécial, l'épargne à long terme est très majoritairement détenue par les ménages (90,6 %).

Enfin, les placements indexés sur les taux de marché diminuent également légèrement au premier trimestre 2011 sous l'effet de la baisse des taux du marché (- 1,5 % soit - 19 millions d'euros) ; les OPCVM monétaires diminuant le plus sensiblement (- 10,3 %). Ils ne représentent plus que 11,7 % des placements totaux des agents économiques réunionnais, et sont majoritairement détenus par les sociétés non financières (66,9 %).

Les placements des sociétés non financières ont au total reculé sur le premier trimestre 2011 de - 3,4 % (- 81 millions d'euros) tandis que les placements des ménages croissent sur la même période de + 0,8 % (+ 61 millions d'euros).

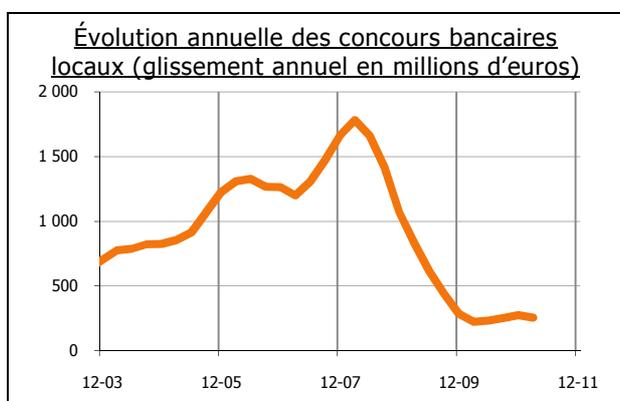
Le ralentissement sur les derniers trimestres du rythme de croissance en glissement annuel de l'épargne de long terme s'accompagne d'une évolution strictement inverse pour les placements liquides (placements sous forme de comptes d'épargne à régime spécial et placements indexés aux taux de marché).



## De même que le marché du crédit ...

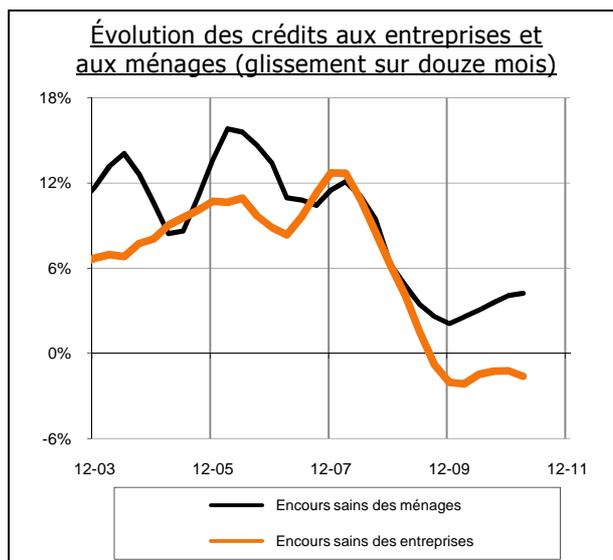
Le marché des concours consentis à la clientèle par les établissements de crédit installés localement s'inscrit également en baisse au premier trimestre 2011, alors qu'il avait nettement progressé au dernier trimestre 2010. L'encours total des crédits consentis affiche ainsi une contraction de - 1,0 % entre décembre 2010 et mars 2011 (soit - 163 millions d'euros) pour atteindre 16,5 milliards d'euros. Il avait augmenté de + 2,0 % le trimestre précédent (+ 329 millions d'euros).

En glissement annuel sur douze mois, les crédits consentis à la clientèle par le système bancaire local s'inscrivent en croissance, de + 2,0 % à fin mars 2011 après + 1,9 % à fin décembre 2010.



**Les crédits sains consentis à la clientèle** reculent pour leur part de - 1,2 % sur le premier trimestre 2011 (- 182 millions d'euros). Parmi ceux-ci, les crédits consentis aux entreprises et aux collectivités locales s'inscrivent en baisse, tandis que ceux octroyés aux ménages progressent légèrement, pour le quatrième trimestre consécutif (+ 0,5 % au premier trimestre 2011 après + 2,0 % au trimestre précédent). Ils s'établissent à 6,6 milliards d'euros à fin mars 2011. En glissement annuel, leur hausse atteint + 4,8 %. Ils sont notamment soutenus par les prêts immobiliers aux ménages (+ 0,7 % entre décembre 2010 et fin mars 2011), dont l'encours n'a jamais cessé de croître. A l'inverse, le financement de la consommation des ménages s'inscrit à nouveau en baisse au premier trimestre 2011 (de 6 millions d'euros, soit - 0,4 %), après avoir légèrement progressé le trimestre précédent, les ménages faisant moins appel au crédit.

Le ralentissement de l'encours de crédit à mars 2011 est ainsi plus prononcé que celui de la consommation des ménages.



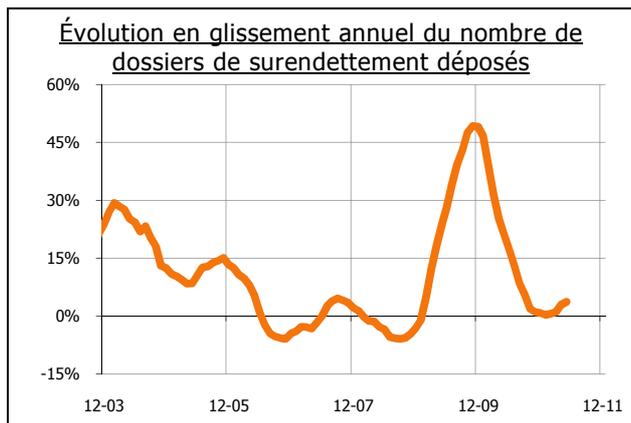
**Les financements consentis aux entreprises** s'inscrivent pour leur part en baisse de - 0,9 % sur le premier trimestre 2011 (- 64 millions d'euros), et de - 1,6 % en glissement annuel. Les crédits d'exploitation et d'investissement sont tous deux en recul entre décembre 2010 et mars 2011 (respectivement de - 6,9 % et de - 0,7 %), avec une nette diminution notamment des crédits causés, tels que les mobilisations de créances commerciales (- 25,7 %) et l'affacturage (- 16,2 %). Les financements immobiliers des entreprises enregistrent par contre une légère hausse (+ 1,1 %).

**Les crédits consentis aux collectivités locales** reculent sensiblement au premier trimestre 2011, s'établissant à 1,7 milliard d'euros contre 1,8 milliard d'euros à fin décembre 2010 (- 6,0 % soit - 110 millions d'euros). Ces crédits avaient fortement progressé au précédent trimestre avec l'octroi de financements d'équipement importants. La baisse de ce trimestre s'explique par la gestion active de leur trésorerie par plusieurs grandes collectivités territoriales.

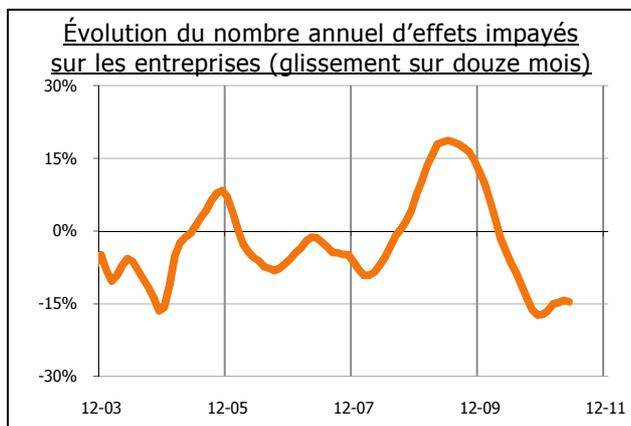
## Une stabilisation de certains indicateurs de vulnérabilité

Dans ce contexte d'une activité bancaire toujours relativement atone, un certain nombre d'indicateurs de vulnérabilité (nombre de dossiers de surendettement déposés, nombre d'impayés sur effets) témoignent toutefois de l'amélioration de la situation financière des créanciers tout au long de 2010.

Le nombre annuel de dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais s'est stabilisé, légèrement au-dessus de 1 100 dossiers par an, alors qu'il avait très fortement augmenté à partir du début de l'année 2009 en liaison avec la crise financière et économique. Ce nombre reste, rapporté à la population, très inférieur au niveau observé en France métropolitaine.



Le nombre d'impayés sur effets des entreprises se stabilise à son plus bas niveau, après s'être progressivement amélioré tout au long de 2010. En cumul sur un an, il diminue de 15,1 % fin avril 2011 par rapport à la même période de l'année précédente.

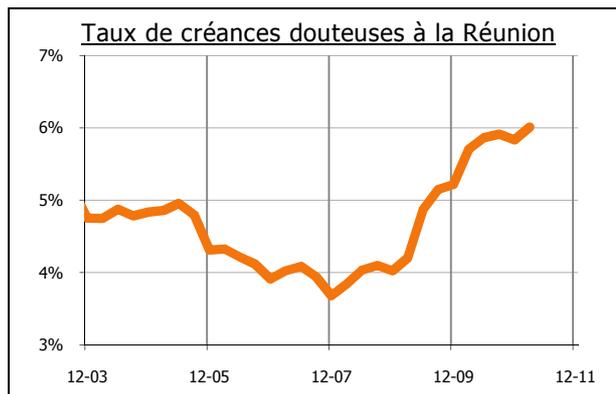


Les **créances douteuses** brutes portées par les établissements de crédits implantés localement s'établissent à 991 millions d'euros à fin mars 2011, en hausse de + 2,0 % sur le premier trimestre (après + 0,7 % le trimestre précédent). Cette progression des créances douteuses brutes intervient dans un contexte de légère diminution des encours totaux globalement consentis par le système bancaire local, ce qui amplifie la hausse du taux de créances douteuses de la place, qui s'établit ainsi à 6,0 % à fin mars 2011, son plus haut niveau enregistré depuis les années 2000. Pour mémoire, au plus bas en septembre 2007, le taux de créances douteuses s'établissait à 3,9 %.

Le montant des provisions sur créances douteuses s'établit à 620 millions d'euros à fin mars 2011, en hausse de + 1,3 % sur le trimestre. Le taux de provisionnement diminue ainsi légèrement pour s'établir à 62,7 % contre 63,1 % le trimestre précédent.

En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses s'établit désormais à + 7,5 % à fin mars 2011 contre + 14,0 % à fin décembre

2010, et après avoir atteint + 40,5 % au mois de mars 2010.

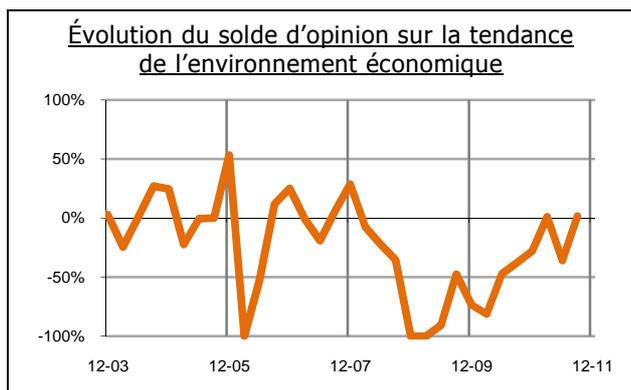


### Amélioration de la conjoncture selon les dirigeants interrogés

Les dirigeants des établissements de crédit, consultés dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par l'IEDOM, continuent de faire état d'un certain nombre de signes d'amélioration concernant leur activité et l'environnement économique dans lequel elle s'insère, pour le deuxième et troisième trimestres 2011.

Le premier trimestre a été impacté, comme les années précédentes, par la diminution d'activité liée à la période des congés dans le bâtiment pour les entreprises du secteur de la construction. Les dirigeants des établissements de crédit semblent par contre relativement optimistes pour les deux prochains trimestres, notamment en termes de collecte de ressources ou de financement de l'habitat des ménages, qui enregistre de nouveau un solde d'opinion proche de 100 %, comme avant la crise financière. Les soldes d'opinion sur les autres marchés sont désormais également positifs, que cela concerne les financements de l'investissement ou de l'exploitation des entreprises ou les crédits à la consommation des ménages.

Toujours dans le cadre de l'enquête trimestrielle, les dirigeants des établissements de crédit font état d'indicateurs liés à la rentabilité en légère dégradation, qu'il s'agisse de la tendance du produit net bancaire, de l'évolution des commissions prélevées et du coût du risque, qui devrait cependant diminuer fortement au cours des prochains trimestres.

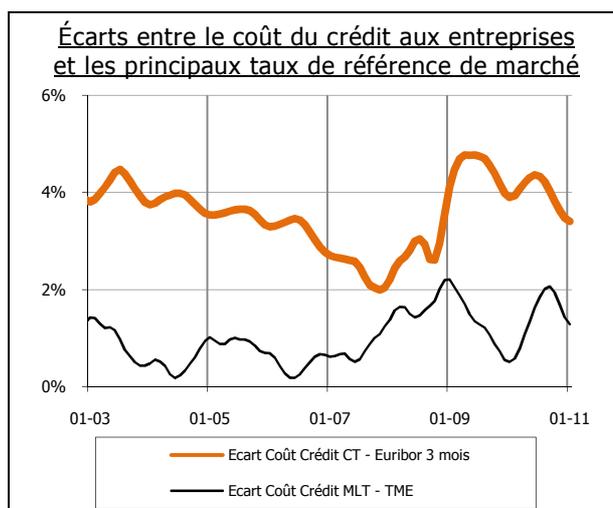


## Des taux des crédits aux entreprises orientés à la baisse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion fait apparaître une diminution du taux moyen des crédits aux entreprises au second semestre 2010. Il s'établit à 4,57 % en janvier 2011, en baisse de 51 points de base par rapport à l'enquête précédente de juillet 2010 (5,08 %), mais en légère hausse sur un an (+ 35 points de base) par rapport à l'enquête de janvier 2010 (4,22 %).

La diminution observée des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises sur les six derniers mois concernent surtout les financements à court terme (- 80 points de base par rapport à juillet 2010) et, dans une moindre mesure, les financements à moyen et long terme (- 22 points de base). Par rapport à la situation observée douze mois auparavant, les conditions débitrices à court terme s'avèrent

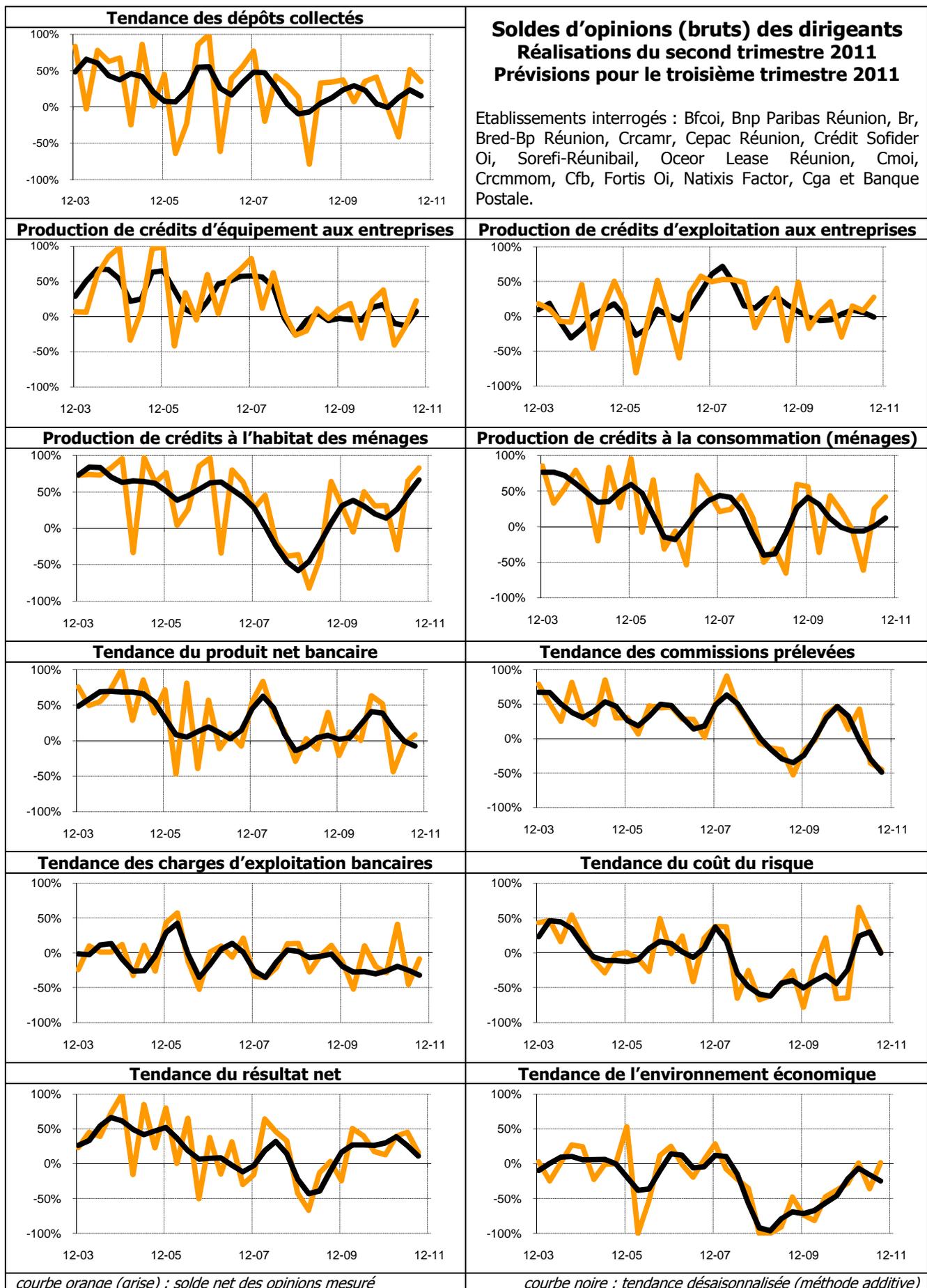
inchangées tandis que le coût des financements à moyen et long termes se renchérit nettement (+ 73 points de base).



L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises s'établit à 317 points de base en janvier 2011 en ce qui concerne les crédits à court terme, et à 121 points de base pour les crédits à moyen et long terme.

L'écart entre les taux de marché et le coût du crédit aux entreprises, à court terme comme à moyen et long terme, dépend par ailleurs fortement du montant des concours consentis : l'écart est nettement plus important pour les encours de faibles montants. Il s'est sensiblement accru depuis 2008 pour les crédits à court terme, et sur la période 2007 – 2008 pour ceux à moyen ou long terme.

## 2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



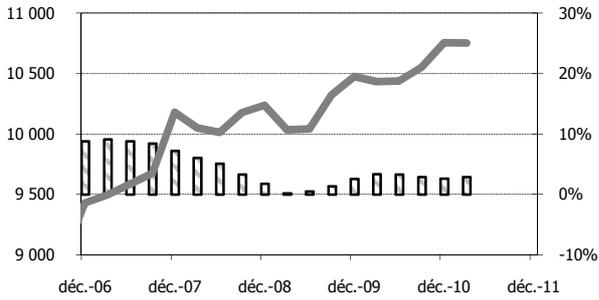
### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 261,323</b>	<b>2 236,224</b>	<b>2 354,768</b>	<b>2 446,988</b>	<b>2 347,013</b>	<b>2 262,631</b>	<b>2 208,916</b>	<b>2 399,088</b>	<b>2 317,837</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-3,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 081,752</b>	<b>1 069,673</b>	<b>1 190,875</b>	<b>1 301,803</b>	<b>1 207,426</b>	<b>1 209,431</b>	<b>1 187,328</b>	<b>1 316,550</b>	<b>1 258,263</b>	<b>4,2%</b>	<b>-4,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 010,084</b>	<b>984,308</b>	<b>966,548</b>	<b>933,112</b>	<b>923,898</b>	<b>843,215</b>	<b>797,435</b>	<b>862,131</b>	<b>845,635</b>	<b>-8,5%</b>	<b>-1,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,674	0,729	1,337	0,616	0,580	0,635	0,384	0,409	0,244	-57,9%	-40,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1 009,410	983,579	965,211	932,496	923,318	842,580	797,051	861,722	845,391	-8,4%	-1,9%
<i>dont comptes à terme</i>	378,504	413,188	384,390	382,634	372,877	326,416	340,266	358,296	353,153	-5,3%	-1,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	235,383	246,397	265,483	221,691	227,950	228,233	217,374	240,858	201,640	-11,5%	-16,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	-9,7%	10,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>169,487</b>	<b>182,243</b>	<b>197,345</b>	<b>212,073</b>	<b>215,689</b>	<b>209,985</b>	<b>224,153</b>	<b>220,406</b>	<b>213,939</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-2,9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	31,509	31,376	32,271	31,887	32,570	33,608	36,568	35,705	33,394	2,5%	-6,5%
<b>Ménages</b>	<b>7 031,887</b>	<b>7 095,713</b>	<b>7 212,933</b>	<b>7 297,069</b>	<b>7 342,041</b>	<b>7 419,145</b>	<b>7 546,225</b>	<b>7 656,789</b>	<b>7 715,704</b>	<b>5,1%</b>	<b>0,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 567,241</b>	<b>1 603,471</b>	<b>1 671,961</b>	<b>1 711,613</b>	<b>1 687,226</b>	<b>1 757,260</b>	<b>1 795,822</b>	<b>1 843,544</b>	<b>1 817,457</b>	<b>7,7%</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 522,705</b>	<b>2 481,049</b>	<b>2 456,349</b>	<b>2 440,943</b>	<b>2 455,273</b>	<b>2 454,042</b>	<b>2 455,295</b>	<b>2 472,787</b>	<b>2 521,216</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 143,107	2 147,763	2 151,802	2 167,298	2 188,984	2 198,284	2 209,167	2 238,172	2 291,179	4,7%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	814,470	790,642	801,421	810,765	826,137	825,605	820,359	829,066	853,771	3,3%	3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	683,711	706,928	704,353	712,562	723,479	734,711	753,230	775,768	806,060	11,4%	3,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,626	39,260	39,087	40,029	38,956	38,998	39,096	40,229	38,905	-0,1%	-3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	118,248	122,350	122,469	119,914	114,484	114,229	114,337	110,858	106,850	-6,7%	-3,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,836	258,932	256,579	258,283	259,812	260,055	258,890	259,571	262,438	1,0%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,216	229,651	227,893	225,745	226,116	224,686	223,254	222,680	223,155	-1,3%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	379,598	333,286	304,547	273,645	266,289	255,758	246,128	234,615	230,036	-13,6%	-2,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	288,183	250,476	223,201	194,730	189,603	185,571	182,895	175,374	173,514	-8,5%	-1,1%
<i>dont bons de caisse</i>	13,832	13,486	13,347	12,899	12,839	12,272	12,500	12,310	12,374	-3,6%	0,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	77,583	69,324	67,999	66,016	63,847	57,915	50,733	46,930	44,149	-30,9%	-5,9%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 941,941</b>	<b>3 011,193</b>	<b>3 084,623</b>	<b>3 144,513</b>	<b>3 199,542</b>	<b>3 207,843</b>	<b>3 295,109</b>	<b>3 340,458</b>	<b>3 377,032</b>	<b>5,5%</b>	<b>1,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	756,127	746,667	740,191	754,947	756,866	754,849	753,622	766,209	763,279	0,8%	-0,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,294	69,166	68,037	68,102	65,217	63,052	60,927	60,851	59,026	-9,5%	-3,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,541	8,875	8,416	8,371	8,241	8,953	8,442	7,744	7,948	-3,6%	2,6%
<i>dont actions</i>	108,251	123,654	146,172	142,773	143,121	122,124	141,114	144,832	146,993	2,7%	1,5%
<i>dont obligations</i>	145,247	164,392	173,541	184,776	178,409	183,205	200,878	195,461	195,509	9,6%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	140,802	144,027	151,182	148,100	149,179	133,613	134,698	132,884	130,277	-12,7%	-2,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 711,679	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,047	1 995,428	2 032,477	2 074,001	9,2%	2,0%
<b>Autres agents</b>	<b>756,672</b>	<b>726,043</b>	<b>772,399</b>	<b>746,387</b>	<b>760,029</b>	<b>759,805</b>	<b>803,987</b>	<b>699,227</b>	<b>728,400</b>	<b>-4,2%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>299,339</b>	<b>270,074</b>	<b>313,970</b>	<b>301,794</b>	<b>284,934</b>	<b>299,975</b>	<b>305,163</b>	<b>313,144</b>	<b>336,061</b>	<b>17,9%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>252,637</b>	<b>239,996</b>	<b>236,374</b>	<b>226,814</b>	<b>241,345</b>	<b>237,548</b>	<b>255,924</b>	<b>252,750</b>	<b>257,850</b>	<b>6,8%</b>	<b>2,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	50,010	50,800	52,554	58,964	59,584	63,369	68,894	67,370	70,318	18,0%	4,4%
Placements indexés sur les taux de marché	202,627	189,196	183,820	167,850	181,761	174,179	187,030	185,380	187,532	3,2%	1,2%
<i>dont comptes à terme</i>	57,465	52,595	39,492	39,711	40,762	38,516	40,255	46,833	50,277	23,3%	7,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>204,696</b>	<b>215,973</b>	<b>222,055</b>	<b>217,779</b>	<b>233,750</b>	<b>222,281</b>	<b>242,900</b>	<b>133,333</b>	<b>134,488</b>	<b>-42,5%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 049,882</b>	<b>10 057,980</b>	<b>10 340,100</b>	<b>10 490,444</b>	<b>10 449,083</b>	<b>10 441,580</b>	<b>10 559,129</b>	<b>10 755,104</b>	<b>10 761,942</b>	<b>3,0%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 948,332</b>	<b>2 943,218</b>	<b>3 176,806</b>	<b>3 315,210</b>	<b>3 179,586</b>	<b>3 266,666</b>	<b>3 288,313</b>	<b>3 473,239</b>	<b>3 411,781</b>	<b>7,3%</b>	<b>-1,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 785,426</b>	<b>3 705,353</b>	<b>3 659,271</b>	<b>3 600,869</b>	<b>3 620,516</b>	<b>3 534,805</b>	<b>3 508,654</b>	<b>3 587,668</b>	<b>3 624,701</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 193,791	2 199,922	2 205,693	2 226,878	2 249,448	2 262,288	2 278,445	2 305,952	2 361,742	5,0%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	843,247	818,766	831,526	846,584	862,305	875,401	869,536	881,887	908,589	5,4%	3,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	690,230	714,803	713,009	720,970	731,915	744,443	765,812	790,025	821,169	12,2%	3,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,626	39,260	39,087	40,029	38,956	39,010	39,106	40,251	38,921	-0,1%	-3,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	118,248	122,350	122,469	119,914	114,484	114,239	114,353	110,875	106,867	-6,7%	-3,6%
<i>dont livrets de développement durable</i>	258,836	258,932	256,579	258,283	259,812	260,133	258,995	259,781	262,665	1,1%	1,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	229,216	229,651	227,893	225,745	226,116	224,918	223,510	223,049	223,524	-1,1%	0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	1 591,635	1 506,061	1 453,578	1 373,991	1 371,368	1 272,517	1 230,209	1 281,717	1 262,959	-7,9%	-1,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	724,152	716,259	647,083	617,075	603,242	550,503	563,416	580,503	576,944	-4,4%	-0,6%
<i>dont bons de caisse</i>	16,121	14,385	14,498	14,188	13,749	13,488	18,239	17,879	17,782	29,3%	-0,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	393,424	323,245	314,188	327,082	321,622	286,894	238,851	262,149	290,340	-9,7%	10,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	457,938	452,172	477,809	415,646	432,755	421,632	409,703	421,185	377,894	-12,7%	-10,3%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>3 316,124</b>	<b>3 409,409</b>	<b>3 504,023</b>	<b>3 574,365</b>	<b>3 648,981</b>	<b>3 640,109</b>	<b>3 762,162</b>	<b>3 694,197</b>	<b>3 725,459</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	756,127	746,667	740,191	754,947	756,866	755,967	754,949	767,809	764,953	1,1%	-0,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,294	69,166	68,037	68,102	65,217	63,291	61,166	61,117	59,295	-9,1%	-3,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8,541	8,875	8,416	8,371	8,241	9,903	8,442	7,744	7,948	-3,6%	2,6%
<i>dont actions</i>	119,339	138,204	163,974	161,687	162,938	142,610	162,802	167,025	165,883	1,8%	-0,7%
<i>dont obligations</i>	312,440	339,888	360,311	386,502	380,940	372,648	401,043	393,154	392,131	2,9%	-0,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	336,704	352,197	366,010	357,312	376,270	353,090	377,786	264,309	260,688	-30,7%	-1,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 711,679	1 754,412	1 797,084	1 837,444	1 898,509	1 942,600	1 995,975	2 033,039	2 074,562	9,3%	2,0%

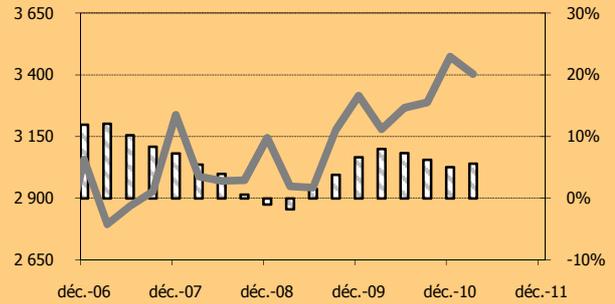
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

**Ensemble des actifs financiers**



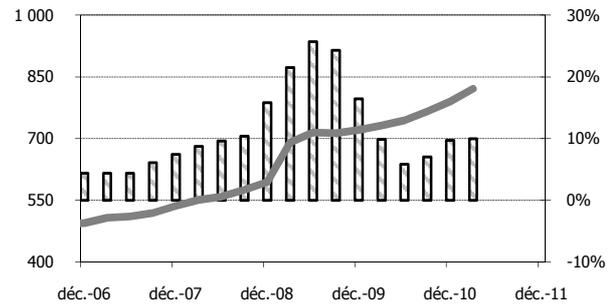
**Dépôts à vue**



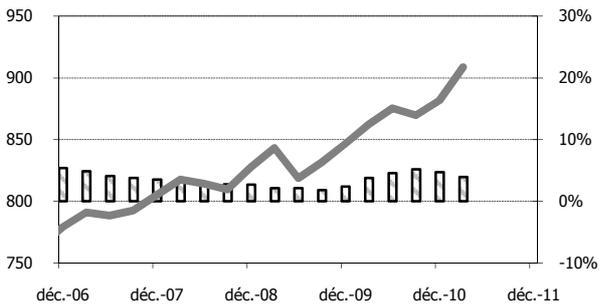
**Ensemble des placements liquides ou à court terme**



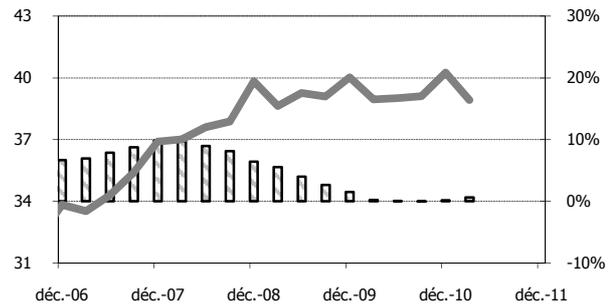
**Livrets 'A'**



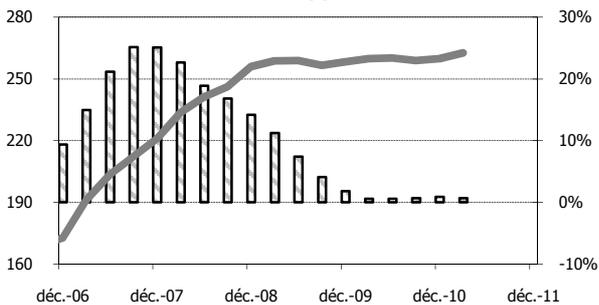
**Livrets ordinaires**



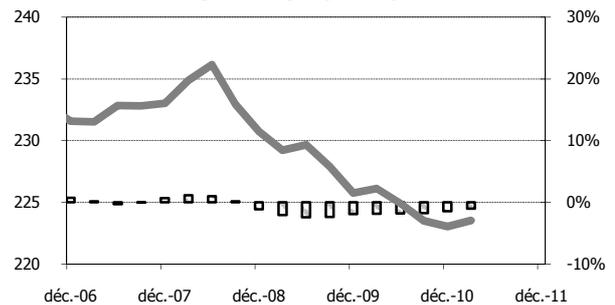
**Livrets jeunes**



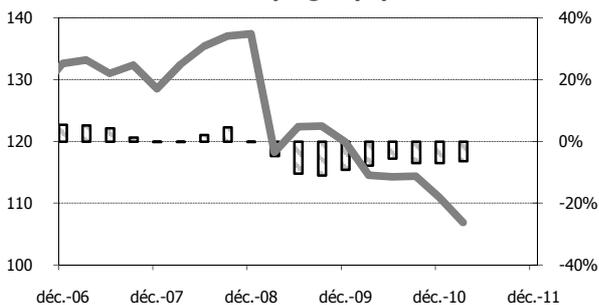
**Livrets de développement durable**



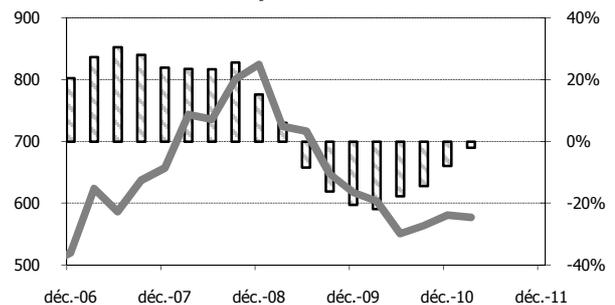
**Comptes d'épargne logement**



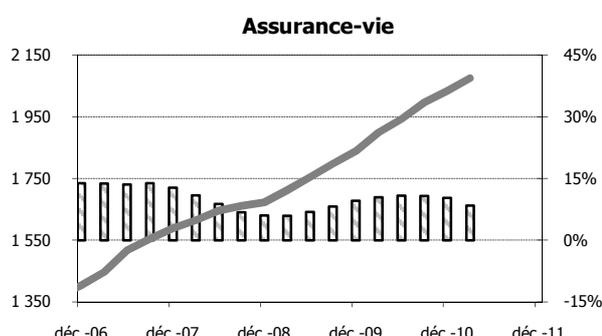
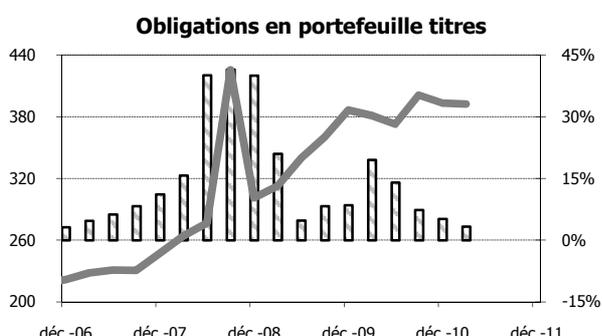
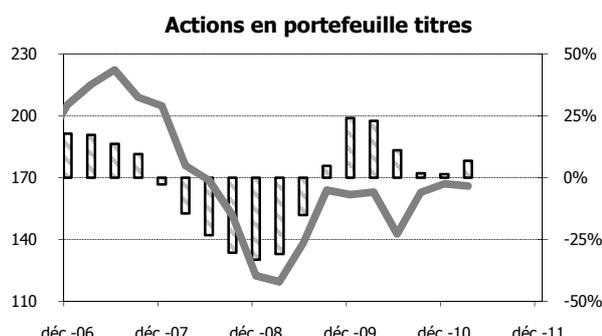
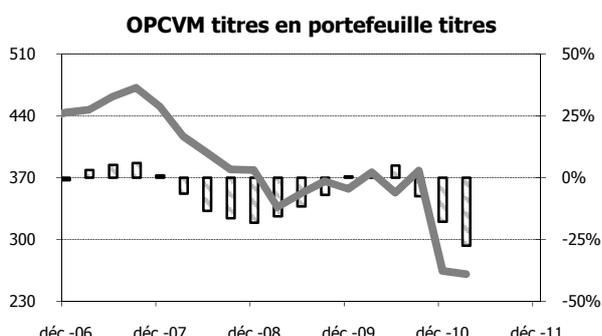
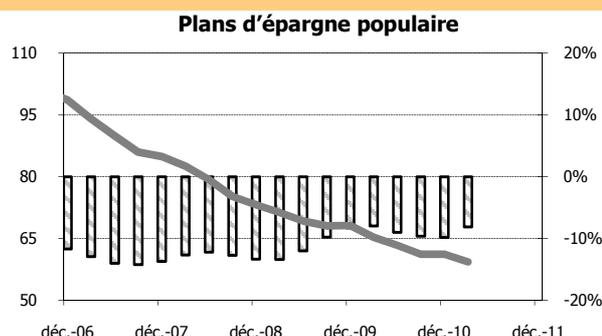
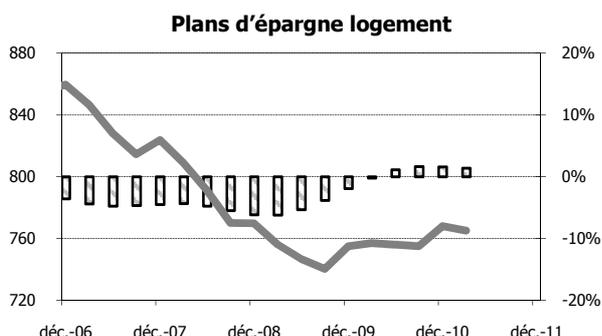
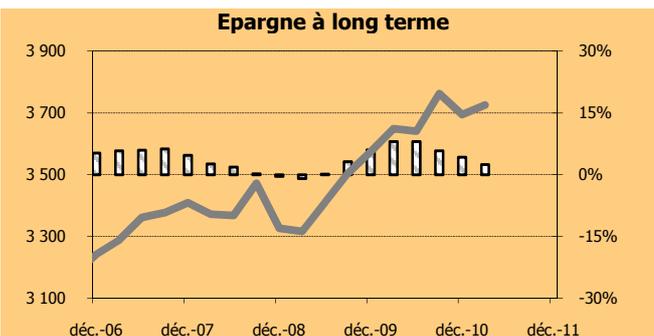
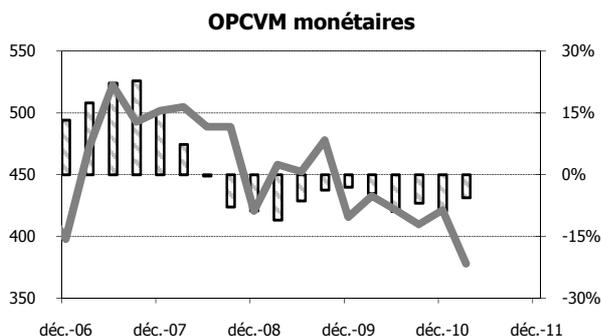
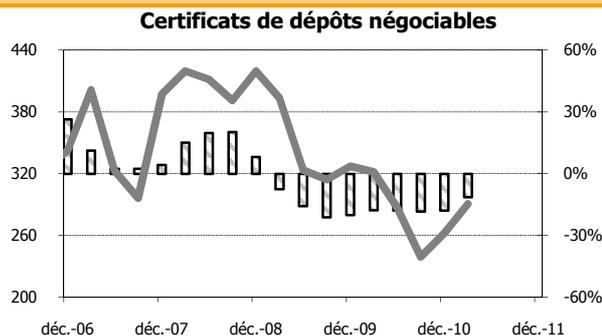
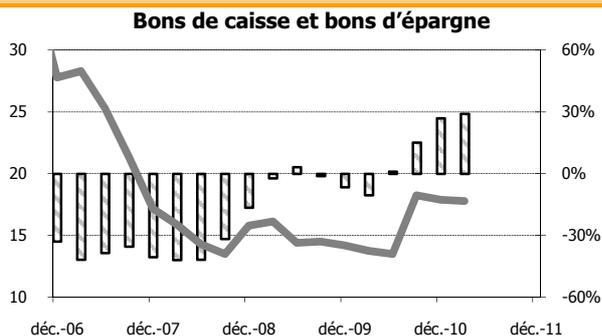
**Livrets d'épargne populaire**



**Dépôts à terme**

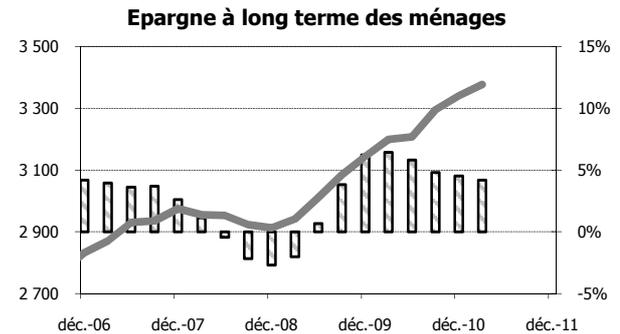
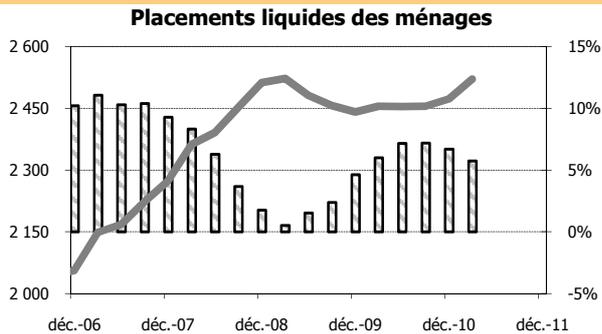
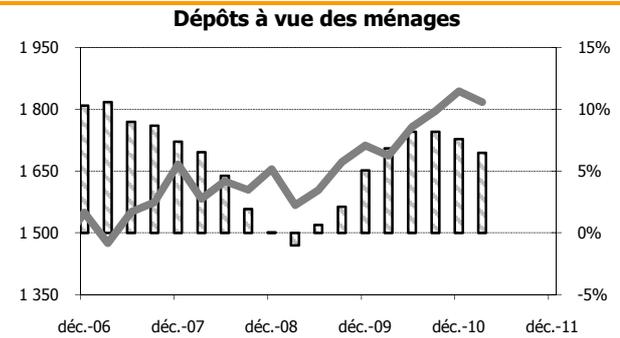
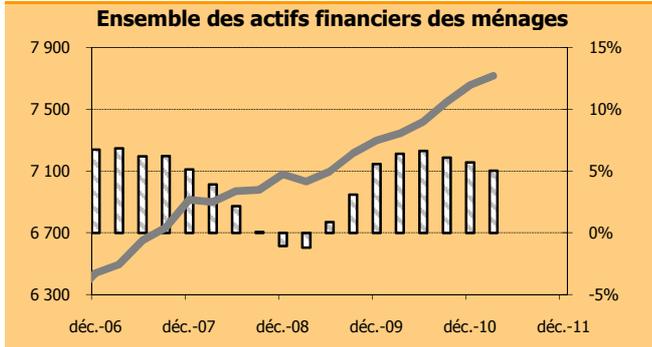


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



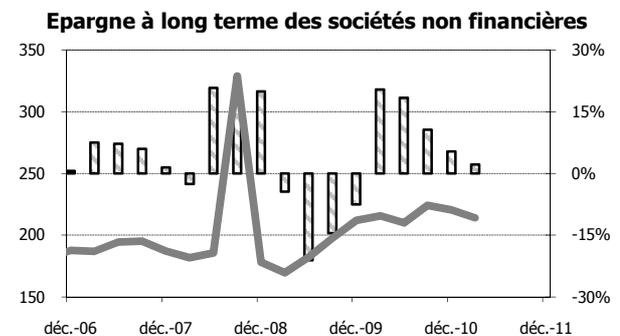
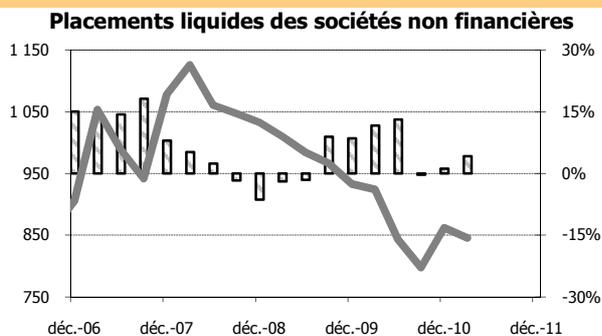
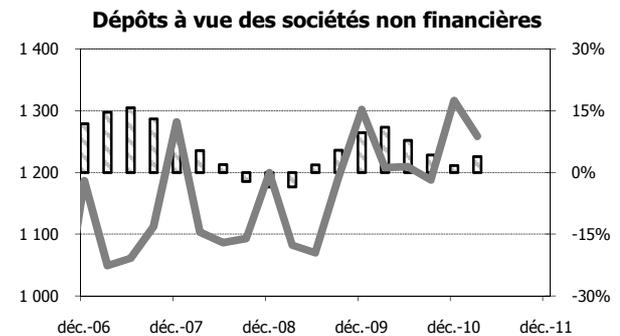
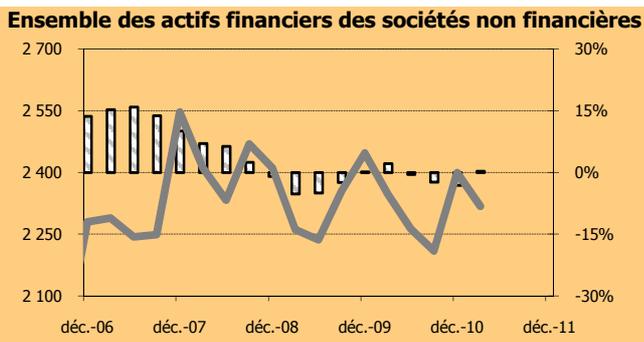
## Les placements des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



## Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



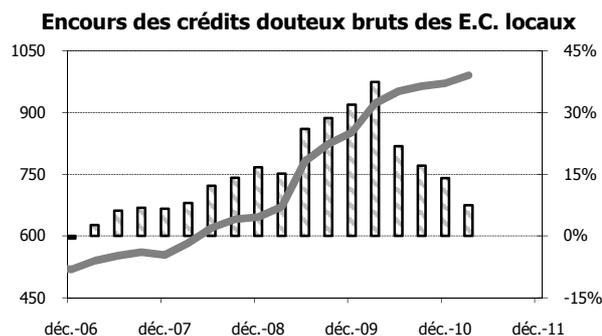
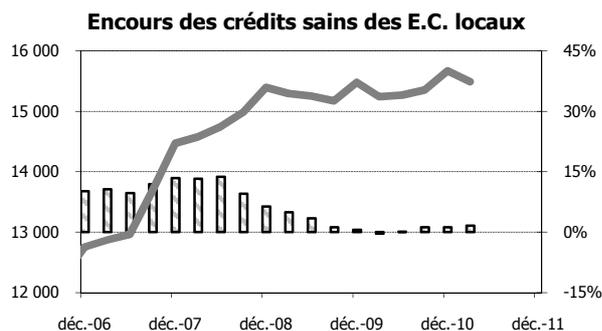
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 an	1 trim	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	1 212,385	1 181,812	1 109,467	1 152,095	1 077,590	1 164,401	1 139,691	1 045,360	973,030	-9,7%	-6,9%	
Créances commerciales	111,717	115,806	107,145	124,115	99,770	89,144	85,060	103,611	77,020	-22,8%	-25,7%	
Crédits de trésorerie	693,324	639,656	600,645	608,984	557,255	607,026	644,654	571,109	513,063	-7,9%	-10,2%	
(dt) Entrepreneurs individuels	112,733	108,051	106,484	113,714	107,277	123,028	111,814	111,463	110,600	3,1%	-0,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	261,274	275,759	251,035	233,139	261,544	321,928	264,857	212,907	250,765	-4,1%	17,8%	
Affacturage	146,070	150,591	150,642	185,857	159,021	146,304	145,120	157,732	132,182	-16,9%	-16,2%	
Crédits d'investissement	2 954,610	2 902,618	2 881,925	2 894,714	2 882,753	2 819,156	2 869,344	2 822,616	2 803,171	-2,8%	-0,7%	
Crédits à l'équipement	2 651,842	2 608,708	2 597,974	2 614,285	2 609,691	2 525,413	2 565,270	2 561,311	2 554,519	-2,1%	-0,3%	
(dt) Entrepreneurs individuels	202,149	197,266	195,031	187,188	180,457	198,461	198,614	215,228	183,196	1,5%	-14,9%	
Crédit-bail	302,768	293,910	283,951	280,429	273,062	293,743	304,073	261,305	248,652	-8,9%	-4,8%	
Crédits à l'habitat	2 746,873	2 717,743	2 741,797	2 775,852	2 793,076	2 722,575	2 723,187	2 862,778	2 893,986	3,6%	1,1%	
Autres crédits	74,839	72,469	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	52,186	-31,8%	-6,0%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 988,707</b>	<b>6 874,642</b>	<b>6 810,233</b>	<b>6 899,324</b>	<b>6 829,967</b>	<b>6 761,838</b>	<b>6 776,982</b>	<b>6 786,260</b>	<b>6 722,373</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-0,9%</b>	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	1 706,258	1 686,809	1 676,832	1 698,754	1 650,749	1 643,013	1 622,662	1 633,043	1 626,970	-1,4%	-0,4%	
Crédits de trésorerie	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 525,408	1 513,150	1 524,538	1 509,784	-2,0%	-1,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	44,254	42,784	39,976	40,918	37,429	46,481	38,842	43,228	49,739	32,9%	15,1%	
Crédit-bail	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,277	67,446	-7,6%	3,3%	
Crédits à l'habitat	4 440,697	4 483,999	4 509,142	4 613,365	4 624,866	4 726,445	4 792,178	4 907,606	4 940,399	6,8%	0,7%	
Autres crédits	2,171	2,039	2,038	1,957	2,073	7,262	5,803	6,812	11,364	448,2%	66,8%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 149,126</b>	<b>6 172,847</b>	<b>6 188,012</b>	<b>6 314,076</b>	<b>6 277,688</b>	<b>6 376,721</b>	<b>6 420,644</b>	<b>6 547,462</b>	<b>6 578,733</b>	<b>4,8%</b>	<b>0,5%</b>	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	15,853	13,823	22,322	25,456	21,485	11,215	19,907	17,050	51,154	138,1%	200,0%	
Crédits de trésorerie	13,465	10,305	20,379	25,240	21,165	11,025	19,779	16,626	49,317	133,0%	196,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	1,837	n.s	333,2%	
Crédits d'investissement	1 688,083	1 685,660	1 669,069	1 737,790	1 606,754	1 649,025	1 607,849	1 817,512	1 673,255	4,1%	-7,9%	
Crédits à l'équipement	1 688,083	1 685,385	1 668,805	1 737,031	1 606,031	1 649,007	1 606,346	1 816,093	1 673,253	4,2%	-7,9%	
Autres crédits	5,015	5,443	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	5,239	-24,5%	0,0%	
<b>Encours sain</b>	<b>1 710,451</b>	<b>1 706,426</b>	<b>1 698,967</b>	<b>1 772,130</b>	<b>1 636,609</b>	<b>1 668,399</b>	<b>1 634,263</b>	<b>1 841,238</b>	<b>1 731,014</b>	<b>5,8%</b>	<b>-6,0%</b>	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>446,764</b>	<b>494,716</b>	<b>472,953</b>	<b>493,053</b>	<b>493,987</b>	<b>459,055</b>	<b>516,872</b>	<b>495,708</b>	<b>456,354</b>	<b>-7,6%</b>	<b>-7,9%</b>	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>15 295,048</b>	<b>15 248,631</b>	<b>15 170,165</b>	<b>15 478,583</b>	<b>15 238,251</b>	<b>15 266,013</b>	<b>15 348,762</b>	<b>15 670,668</b>	<b>15 488,474</b>	<b>1,6%</b>	<b>-1,2%</b>	
Créances douteuses brutes	671,010	780,887	823,435	851,418	921,803	951,365	964,278	970,997	990,618	7,5%	2,0%	
Créances douteuses nettes	266,112	298,513	328,473	326,712	353,579	383,630	368,476	357,930	369,868	4,6%	3,3%	
(dt) Entreprises	166,389	180,010	200,020	209,604	224,744	261,276	257,221	248,543	264,598	17,7%	6,5%	
(dt) Ménages	86,144	102,778	113,265	114,589	120,183	117,846	107,894	105,313	101,642	-15,4%	-3,5%	
Provisions	404,898	482,374	494,962	524,706	568,224	567,735	595,802	613,067	620,750	9,2%	1,3%	
<b>Encours brut total</b>	<b>15 966,058</b>	<b>16 029,518</b>	<b>15 993,600</b>	<b>16 330,001</b>	<b>16 160,054</b>	<b>16 217,377</b>	<b>16 313,041</b>	<b>16 641,666</b>	<b>16 479,092</b>	<b>2,0%</b>	<b>-1,0%</b>	
Taux de créances douteuses	4,2%	4,9%	5,1%	5,2%	5,7%	5,9%	5,9%	5,8%	6,0%	0,3 pt	0,2 pt	
Taux de provisionnement	60,3%	61,8%	60,1%	61,6%	61,6%	59,7%	61,8%	63,1%	62,7%	1,0 pt	-0,5 pt	

### L'évolution de l'endettement des agents économiques

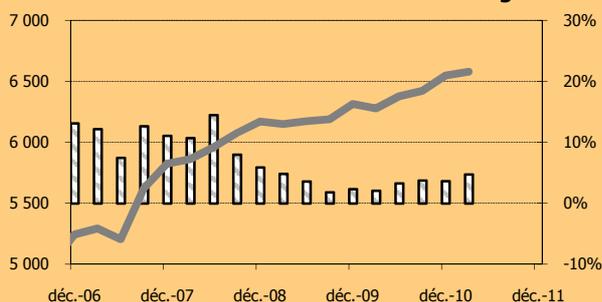
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



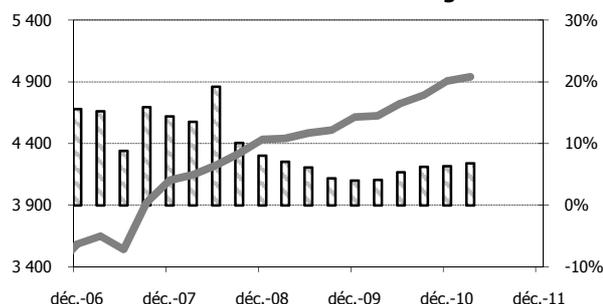
## L'endettement des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

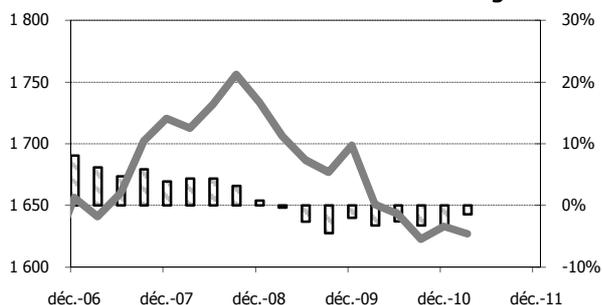
**Ensemble des encours sains aux ménages**



**Crédits à l'habitat aux ménages**



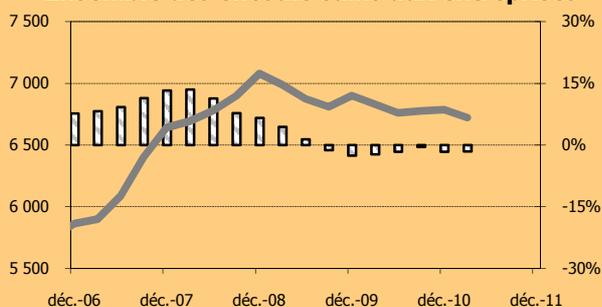
**Crédits à la consommation des ménages**



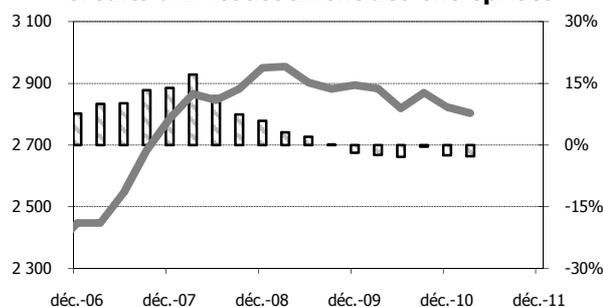
## L'endettement des entreprises

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

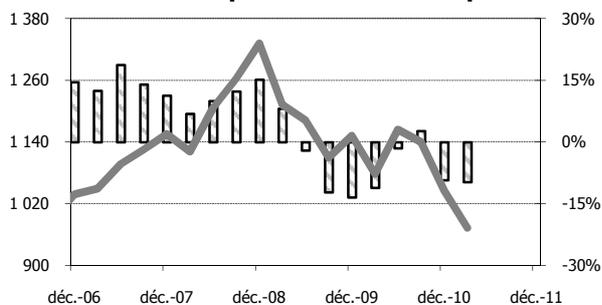
**Ensemble des encours sains aux entreprises**



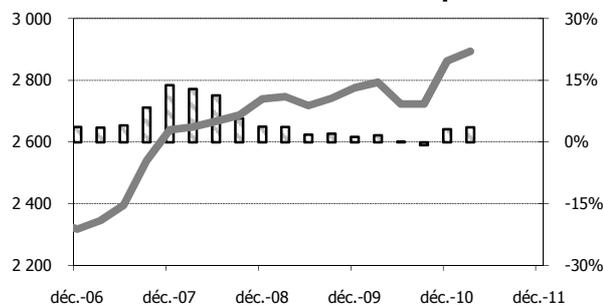
**Crédits d'investissement des entreprises**



**Crédits d'exploitation des entreprises**



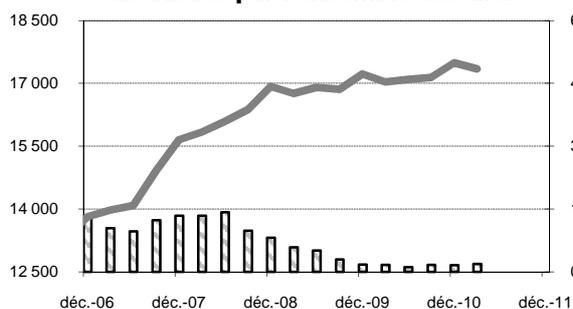
**Crédits à l'habitat des entreprises**



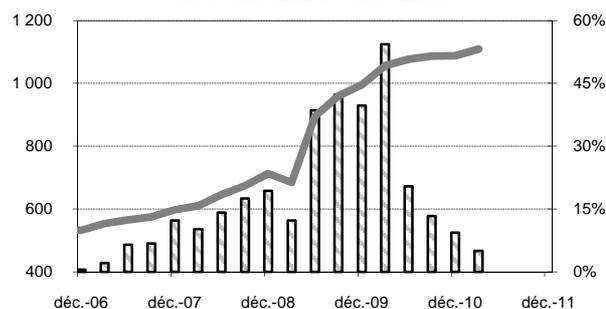
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	mars-11	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	1 267,957	1 231,629	1 158,708	1 195,496	1 108,417	1 213,402	1 195,781	1 095,167	1 008,538	-9,0%	-7,9%
<i>Créances commerciales</i>	113,084	118,611	108,944	125,906	101,870	91,612	93,342	115,046	85,574	-16,0%	-25,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	718,019	661,379	630,309	629,964	568,559	635,204	671,952	589,479	526,318	-7,4%	-10,7%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	113,938	109,048	107,405	114,554	108,176	123,835	112,238	112,025	110,796	2,4%	-1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	280,031	290,066	258,915	243,000	270,315	332,098	277,627	222,620	257,826	-4,6%	15,8%
<i>Affacturage</i>	156,823	161,573	160,540	196,626	167,673	154,489	152,860	168,021	138,820	-17,2%	-17,4%
Crédits d'investissement	3 510,372	3 346,320	3 305,957	3 331,279	3 333,141	3 271,060	3 331,949	3 322,485	3 345,076	0,4%	0,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 035,311	2 876,998	2 846,367	2 876,697	2 880,378	2 801,433	2 857,400	2 864,465	2 894,985	0,5%	1,1%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	244,234	238,120	235,965	229,858	223,772	243,733	246,829	265,026	236,246	5,6%	-10,9%
<i>Crédit-bail</i>	475,061	469,322	459,590	454,582	452,763	469,627	474,548	458,020	450,091	-0,6%	-1,7%
Crédits à l'habitat	2 757,497	2 749,521	2 772,714	2 806,243	2 822,997	2 752,256	2 752,220	2 891,173	2 921,903	3,5%	1,1%
Autres crédits	74,839	72,469	77,044	76,663	76,548	55,706	44,761	55,507	52,186	-31,8%	-6,0%
<b>Encours sain</b>	<b>7 610,665</b>	<b>7 399,939</b>	<b>7 314,423</b>	<b>7 409,681</b>	<b>7 341,103</b>	<b>7 292,424</b>	<b>7 324,710</b>	<b>7 364,331</b>	<b>7 327,703</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,5%</b>
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 706,392	1 687,020	1 677,041	1 698,938	1 650,901	1 650,865	1 632,473	1 633,222	1 627,141	-1,4%	-0,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	1 540,336	1 533,087	1 522,630	1 524,538	1 509,784	-2,0%	-1,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,388	42,995	40,185	41,102	37,581	46,654	39,172	43,407	49,910	32,8%	15,0%
<i>Crédit-bail</i>	80,320	79,961	78,577	75,218	72,984	71,124	70,670	65,277	67,446	-7,6%	3,3%
Crédits à l'habitat	4 462,770	4 556,933	4 581,067	4 683,733	4 696,181	4 798,930	4 797,379	4 911,745	4 944,541	5,3%	0,7%
Autres crédits	2,171	2,161	2,141	2,040	2,135	7,324	5,808	6,874	11,364	432,3%	65,3%
<b>Encours sain</b>	<b>6 171,333</b>	<b>6 246,114</b>	<b>6 260,249</b>	<b>6 384,711</b>	<b>6 349,217</b>	<b>6 457,120</b>	<b>6 435,659</b>	<b>6 551,842</b>	<b>6 583,046</b>	<b>3,7%</b>	<b>0,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	16,553	15,523	23,322	25,456	21,485	11,215	23,407	17,050	51,154	138,1%	200,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,165	12,005	21,379	25,240	21,165	11,025	23,279	16,626	49,317	133,0%	196,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,388	3,518	1,943	0,216	0,320	0,191	0,128	0,424	1,837	n.s	333,2%
Crédits d'investissement	1 775,301	1 791,271	1 765,517	1 848,027	1 705,999	1 739,124	1 696,572	1 910,160	1 766,178	3,5%	-7,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 775,301	1 790,996	1 765,253	1 847,268	1 705,276	1 739,106	1 695,069	1 908,741	1 766,176	3,6%	-7,5%
Crédits à l'habitat	1,589	1,500	1,500	1,500	1,435	1,435	1,435	1,435	1,366	-4,8%	-4,8%
Autres crédits	5,015	5,443	6,076	7,384	6,935	6,724	5,072	5,241	5,239	-24,5%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>1 798,458</b>	<b>1 813,737</b>	<b>1 796,415</b>	<b>1 882,367</b>	<b>1 735,854</b>	<b>1 758,498</b>	<b>1 726,486</b>	<b>1 933,886</b>	<b>1 823,937</b>	<b>5,1%</b>	<b>-5,7%</b>
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>496,908</b>	<b>549,324</b>	<b>528,230</b>	<b>549,662</b>	<b>549,284</b>	<b>506,439</b>	<b>564,157</b>	<b>549,854</b>	<b>502,232</b>	<b>-8,6%</b>	<b>-8,7%</b>
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>16 077,364</b>	<b>16 009,114</b>	<b>15 899,317</b>	<b>16 226,421</b>	<b>15 975,458</b>	<b>16 014,481</b>	<b>16 051,013</b>	<b>16 399,914</b>	<b>16 236,919</b>	<b>1,6%</b>	<b>-1,0%</b>
Créances douteuses brutes	684,248	894,426	959,394	994,957	1 056,184	1 076,606	1 087,090	1 087,596	1 109,276	5,0%	2,0%
Créances douteuses nettes	279,350	412,052	464,432	470,251	487,960	508,871	491,288	474,529	488,526	0,1%	2,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	173,648	195,560	236,441	252,141	261,998	285,813	287,938	273,895	294,051	12,2%	7,4%
(dt) <i>Ménages</i>	87,777	104,343	114,347	115,734	121,491	119,154	108,215	105,544	101,937	-16,1%	-3,4%
Provisions	404,898	482,374	494,962	524,706	568,224	567,735	595,802	613,067	620,750	9,2%	1,3%
<b>Encours brut total</b>	<b>16 761,612</b>	<b>16 903,540</b>	<b>16 858,711</b>	<b>17 221,378</b>	<b>17 031,642</b>	<b>17 091,087</b>	<b>17 138,104</b>	<b>17 487,510</b>	<b>17 346,195</b>	<b>1,8%</b>	<b>-0,8%</b>
Taux de créances douteuses	4,1%	5,3%	5,7%	5,8%	6,2%	6,3%	6,3%	6,2%	6,4%	0,2 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	59,2%	53,9%	51,6%	52,7%	53,8%	52,7%	54,8%	56,4%	56,0%	2,2 pt	-0,4 pt

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**



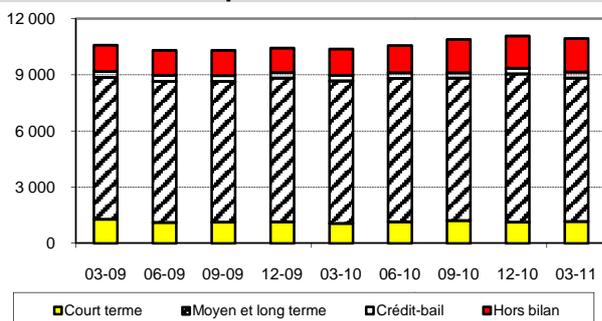
**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**



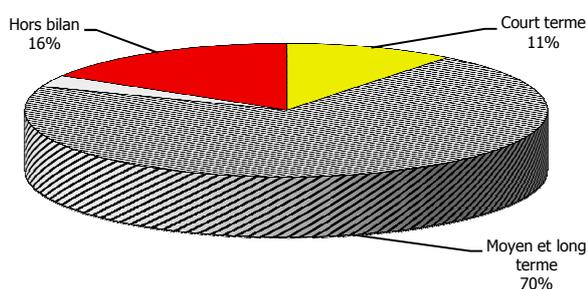
## 5. Risques sectoriels

### Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

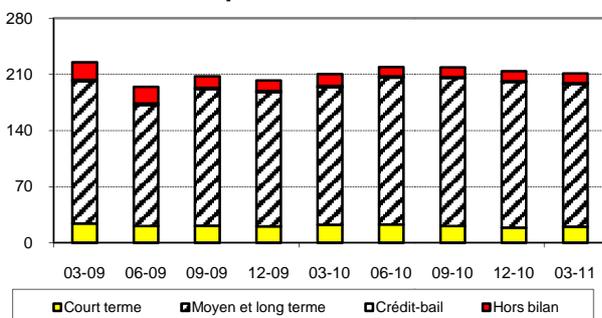


Répartition des risques par secteur à fin mars 2011

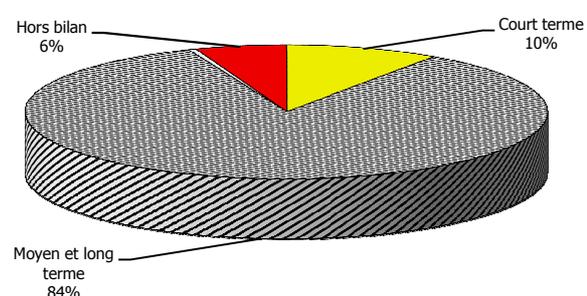


### Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

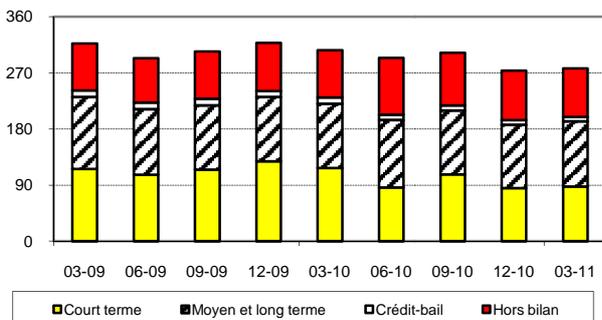


Répartition des risques par secteur à fin mars 2011

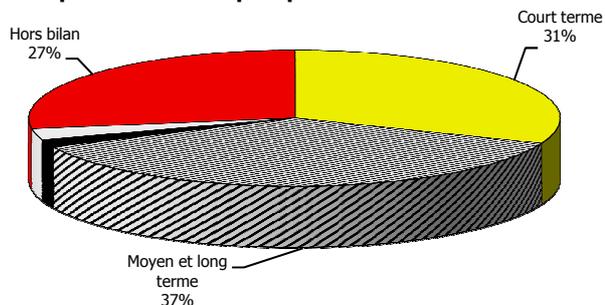


### Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

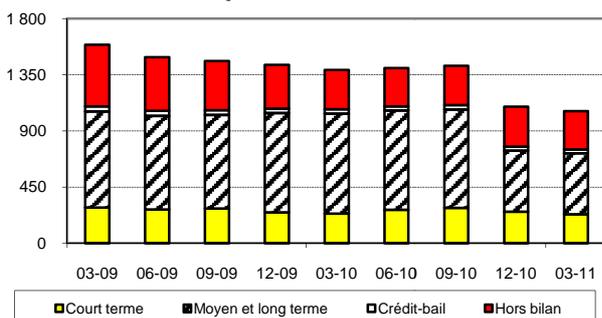


Répartition des risques par secteur à fin mars 2011

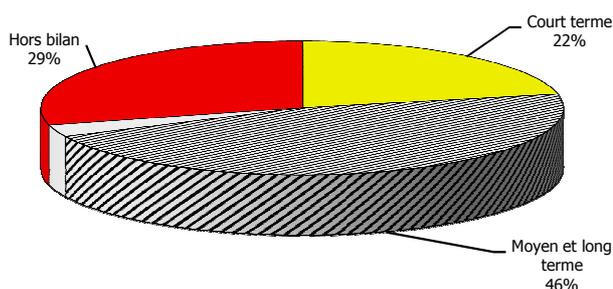


### Risques bancaires sur le secteur de la construction

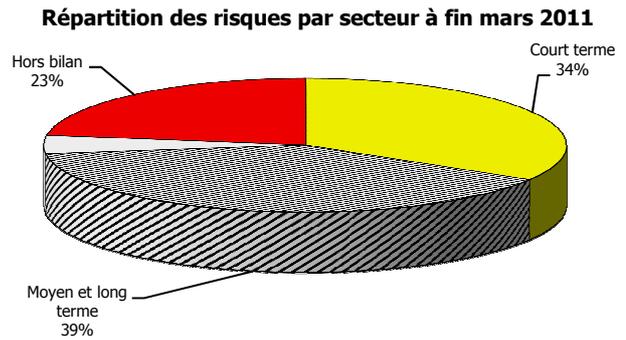
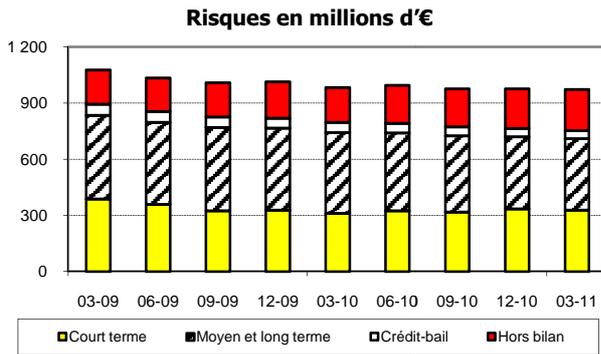
Risques en millions d'€



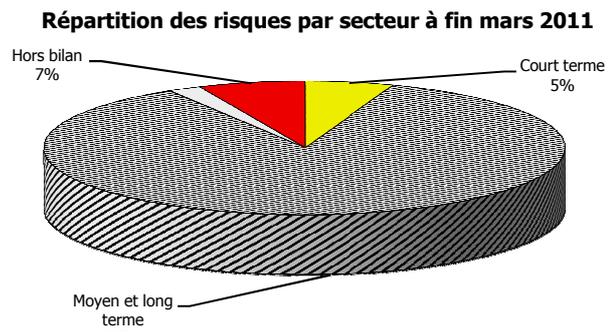
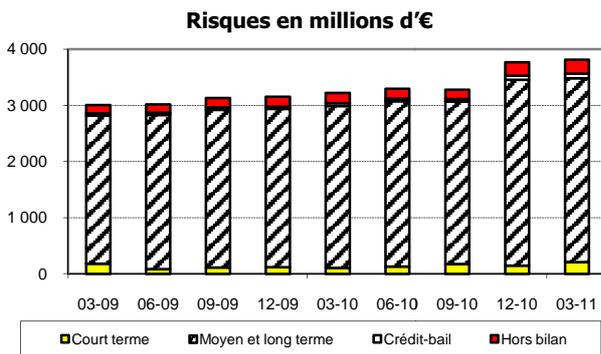
Répartition des risques par secteur à fin mars 2011



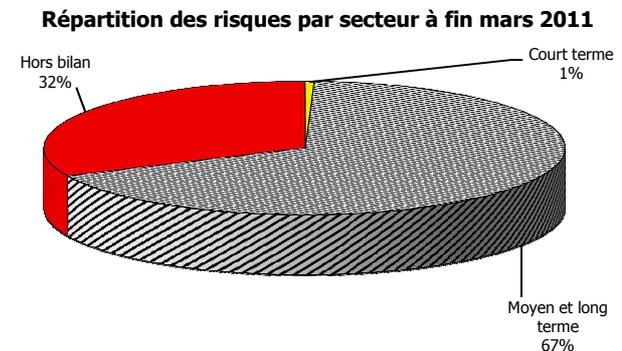
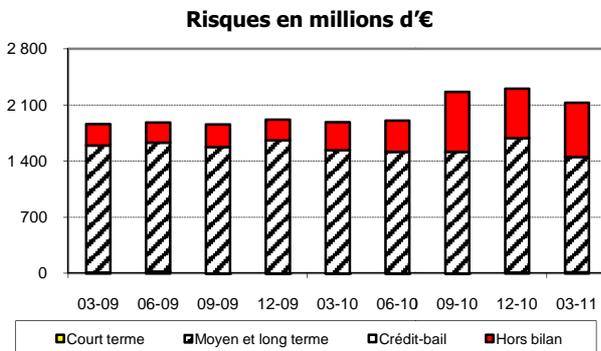
## Risques bancaires sur le secteur du commerce



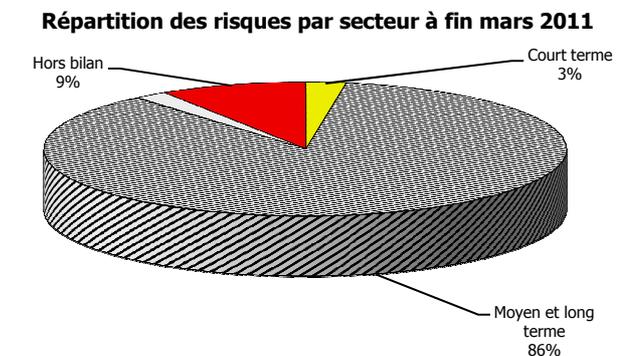
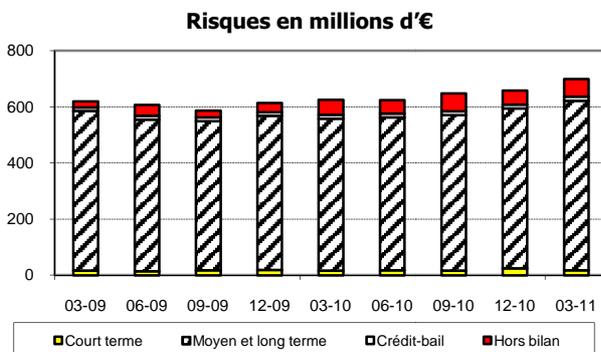
## Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



## Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

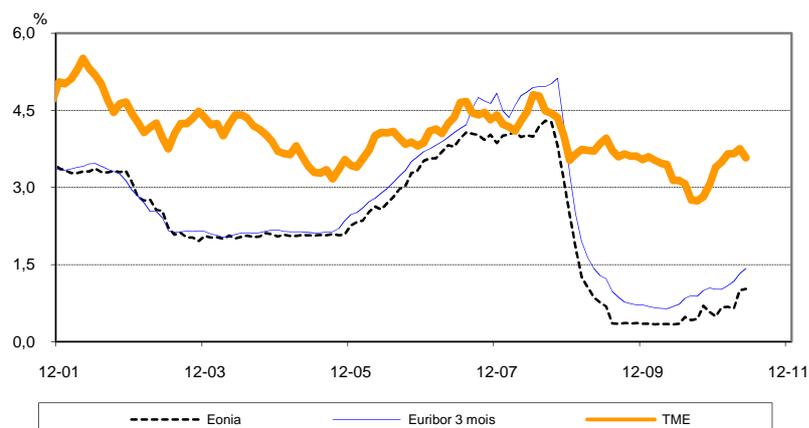
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/04/2011)	1,25%
Taux de la facilité de dépôt (13/04/2011)	0,50%
Taux de la facilité de prêt (13/04/2011)	2,00%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2,00%	2,00%	2,50%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	1,25%	

\* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
Année 2011 (JO du 03/02/2011)	0,38%

### 6.2 Principaux taux de marché

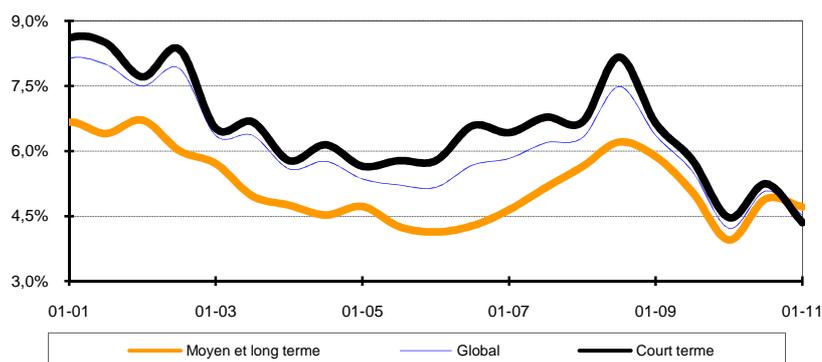


Principaux taux d'intérêt de marché					
	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
mai-11	1,023%	1,042%	1,706%	2,147%	3,580%

### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-10	juil-10	janv-11
Court terme	4.46%	5.25%	4.35%
. Escompte	4.28%	3.08%	3.64%
. Découvert	6.11%	8.61%	6.58%
. Autres CT	2.79%	3.51%	3.17%
Moyen et long terme	3.95%	4.90%	4.71%
Taux moyen pondéré global	4.22%	5.08%	4.53%

Nota : Chiffres provisoires à fin janvier 2011



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit	Plafonds de l'usure applicables à compter de						
	oct-09	janv-10	avr-10	juil-10	oct-10	janv-11	avr-11
<b>Particuliers</b>	<b>Prêts immobiliers</b>						
	- Prêts à taux fixe	6,72%	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%
	- Prêts à taux variable	6,12%	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%
	- Prêts relais	6,59%	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%
	<b>Autres prêts</b>						
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,40%	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,20%	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20,20%	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%	
<b>Prof.</b>	- Découverts en compte (**)	13,16%	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

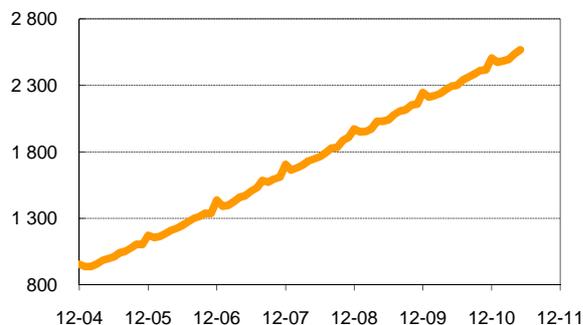
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

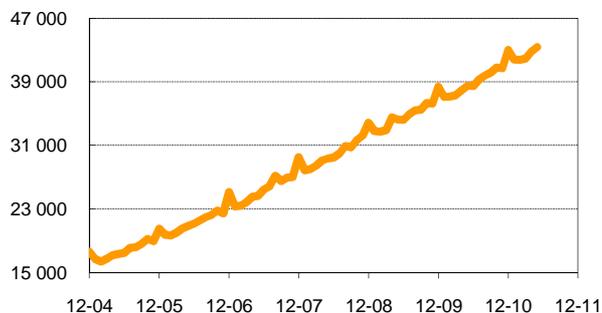
### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2011)

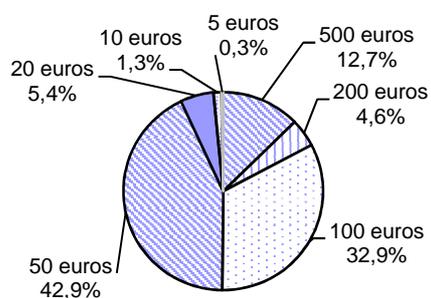
en valeur (en millions d'€)



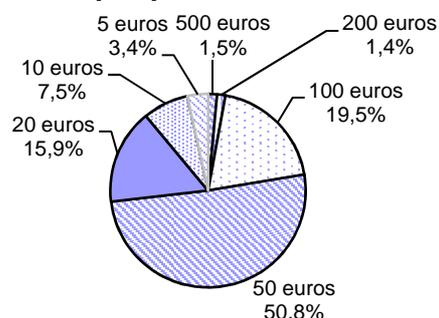
en volume (en milliers d'unités)



#### Répartition en valeur à fin mai 2011



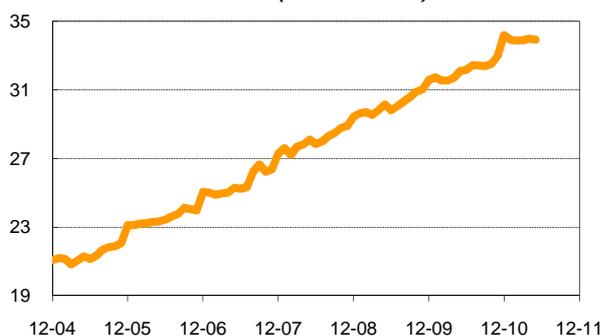
#### Répartition par quantité à fin mai 2011



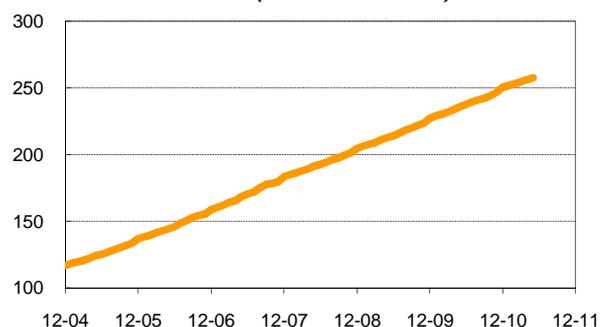
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2011)

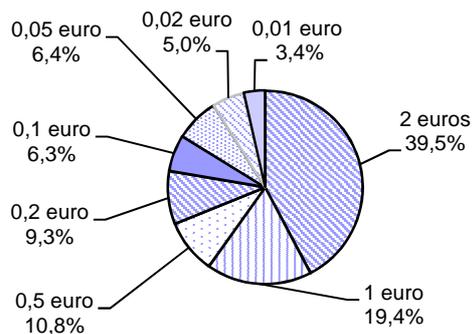
en valeur (en millions d'€)



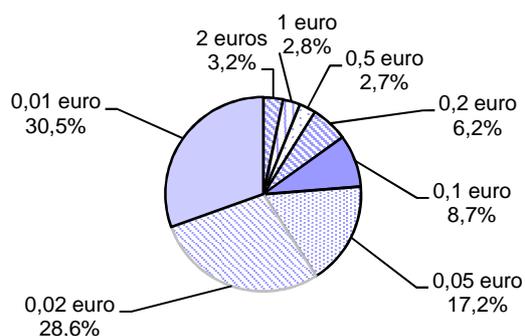
en volume (en millions d'unités)



#### Répartition en valeur à fin mai 2011



#### Répartition par quantité à fin mai 2011



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**  
**Réunion**

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32  
Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE  
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN  
Editeur : IEDOM  
Achevé d'imprimer : juin 2011 – Dépôt légal : juin 2011  
ISSN 0296-3116